Prolétaires de tous les pays, UNISSEZ-VOUS !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Mensuel n° 409 • Février 2010 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euros – 2,50 FS – 2$ can.

Séisme en Haïti

Les Etats capitalistes sont tous des charognards

Assassins ! Le capitalisme, ses Etats, sa bourgeoisie, ne sont rien d'autres que des assassins. Des dizaines de milliers de personnes viennent de mourir de par la faute de ce système inhumain.

Mardi, à 16h53, heure locale, un séisme de magnitude 7 sur l'échelle de Richter a ravagé Haïti. La capitale Port-au-Prince, bidonville tentaculaire comptant près de deux millions d'habitants, a été purement et simplement rasée. Le bilan est terrible. Et il s'alourdit encore d'heure en heure. Quatre jours après la catastrophe, en ce vendredi 15 janvier, la Croix-Rouge dénombre déjà de 40 000 à 50 000 morts et *« une quantité énorme de blessés graves »*. D'après cette association caritative française, au moins trois millions de personnes ont été touchées directement par le tremblement de terre[1]. En quelques secondes, 200 000 familles ont perdu leur « maison », souvent faites de bric et de broc. Les grands bâtiments se sont aussi effondrés comme des châteaux de cartes. Les routes, déjà délabrées, l'aéroport, les vieilles lignes de chemin de fer,… rien n'a résisté.

La raison de ce carnage est révoltante. Haïti est l'un des pays les plus pauvres du monde, 75 % des habitants y survivent avec moins de 2 dollars par jour et 56 % avec moins de 1 dollar ! Sur ce bout d'île frappé du sceau de la misère, rien, évidemment, n'a été construit pour faire face aux tremblements de terre. Pourtant, Haïti est une zone sismique connue. Tous ceux qui prétendent aujourd'hui que cette secousse a été d'une violence exceptionnelle et imprévisible mentent. Le professeur Eric Calais, lors d'un cours de géologie donné dans ce pays en 2002, affirmait ainsi que l'île est traversée par *« des failles capables de magnitudes 7.5 à 8 »*[2]. Les autorités politiques d'Haïti étaient elles aussi officiellement informées de ce risque comme le prouve cet extrait tiré du site du Bureau des Mines et de l'Energie (qui dépend du ministère des travaux publics) : *« chacun des siècles passés a été marqué par au moins un séisme majeur en Hispaniola (Nom espagnol de cette île séparée aujourd'hui en deux pays, Haïti et la République Dominicaine, NDLR) : destruction de Port au Prince en 1751 et 1771, destruction de Cap Haïtien en 1842, séismes de 1887 et 1904 dans le nord du pays avec dégâts majeurs à Port de Paix et Cap Haïtien, séisme de 1946 dans le nord-est de la République Dominicaine accompagné d'un tsunami dans la région de Nagua. Il y a eu des séismes majeurs en Haïti, il y aura donc des séismes majeurs dans le futur à l'échelle de quelques dizaines ou de la centaine d'années : c'est une évidence scientifique. »*[3] (souligné par nous). Et alors, face à cette **« évidence scientifique »,** quelles ont été les mesures prises ? Aucune ! En mars 2008 encore, un groupe de géologues avait alerté sur un risque majeur de séisme de grande amplitude dans les deux ans à venir et certains scientifiques avaient même tenu une série de réunions en mai de la même année à ce sujet avec le gouvernement haïtien[4]. Ni l'Etat haïtien, ni tous les Etats qui aujourd'hui versent des larmes de crocodiles et lancent des appels à la « solidarité internationale », Etats-Unis et France en tête, n'ont pris la moindre mesure préventive pour éviter ce drame prévisible. Les bâtiments construits dans ce pays sont si fragiles qu'ils n'ont d'ailleurs même pas besoin d'un séisme pour s'effondrer : *« en 2008, déjà, une école de Pétionville avait enseveli, sans aucune raison géologique, près de 90 enfants »*[5].

Maintenant qu'il est trop tard, Obama et Sarkozy peuvent bien annoncer une « grande conférence internationale » pour « la reconstruction et le développement », les Etats chinois, anglais, allemand ou espagnol peuvent bien envoyer tous leurs colis et leurs ONG, ils n'en resteront pas moins des criminels aux mains couvertes de sang.

Si Haïti est aujourd'hui si pauvre, si sa population est dénuée de tout, si les infrastructures sont inexistantes, c'est que depuis plus de 200 ans, la bourgeoisie locale et les grandes bourgeoisies espagnole, française et américaine se disputent les ressources et le contrôle de ce petit bout de terre. A travers son quotidien *The Guardian,* la bourgeoisie britannique ne manque d'ailleurs pas d'épingler la responsabilité criante de ses rivaux impérialistes : *« Cette noble "communauté internationale" que l'on voit aujourd'hui se bousculer pour apporter son "aide humanitaire" à Haïti est en grande partie responsable des maux terribles qu'elle s'efforce aujourd'hui d'atténuer. Depuis le jour où, en 1915, les Etats-Unis ont envahi et occupé le pays, tous les efforts […] ont été violemment et délibérément sabotés par le gouvernement américain et ses al-*

(suite page 2)

1) Sur le site de Libération (quotidien français), http://www.liberation.fr/monde/0101613901-pres-de-50-000-morts-en-haiti-selon-la-croix-rouge

2) Sur le blog « sciences » de Libération (http://sciences.blogs.liberation.fr/home/2010/01/s%C3%A9isme-en-ha%C3%AFti-les-causes.html).

3) http://www.bme.gouv.ht/alea%20sismique/Al%E9a%20et%20risque%20sismique%20en%20Ha%EFti%20VF.pdf

4) Voir article en espagnol Científicos alertaron en 2008 sobre peligro de terremoto en Haití sur le site Yahoomexico (Assiociated Press du 15/01/2010)

5) Sur le site de Courrier International (http://www.courrierinternational.com/article/2010/01/14/requiem-pour-port-au-prince).

CHÔMAGE, LICENCIEMENTS, SUPPRESSIONS DE POSTES, RETRAITES...

Toutes les générations ouvrières sont attaquées

Toutes les générations et tous les secteurs de la classe ouvrière sont touchés aujourd'hui de plein fouet par les attaques mises en place par les différentes bourgeoisies nationales et leur gouvernement. La France n'est ici qu'un exemple de ce qui se joue au niveau mondial.

Tous dans la même galère

La plupart des jeunes, même surdiplômés, éprouvent les pires difficultés à être recrutés sur le marché du travail (le taux de chômage atteint déjà 20% parmi eux). Le débouché, encore possible il y a quelques années, d'accéder aux emplois publics par concours administratifs leur est désormais fermé ou du moins mesuré au compte-gouttes. L'immense majorité des 16-25 ans doivent courir les Pôles Emploi pour dénicher au mieux quelques mois de petits boulots sous- payés. Avec la réforme des universités, la sélection de « l'élite » et des étudiants en général s'opère avant tout par des coûts d'inscription qui deviennent exorbitants. Beaucoup de jeunes sont condamnés à trouver gîte et couvert dans le cadre familial à cause des loyers prohibitifs. Quant à la génération des « adultes », ils sont tout aussi exposés au chômage et à la misère. *Le Monde* du 19 janvier a annoncé qu'un million de chômeurs se retrouveraient ainsi en fin de droits dans les prochains mois dont 600 000 ne recevront aucune indemnisation de l'État (sans accès au RSA ou à l'APL, etc..). De façon significative, les Restos du Cœur sont l'une des rares entreprises à accroître son activité. Le nombre de demandeurs de repas gratuits a ainsi augmenté de 20% en un an. En même temps, de nouvelles centaines de licenciements tombent chaque jour dans le pays comme la fermeture annoncée de l'usine Total près de Dunkerque qui va se traduire par la suppression d'un millier d'emplois (400 dans la maison-mère et le reste chez les sous-traitants).

Et le gouvernement intensifie son programme de suppressions d'emplois dans le secteur public dans le cadre de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) opérationnelle depuis l'été 2007 faisant l'objet d'audits *« afin de repérer les gains de productivité qui détermineront les suppressions de postes ministère par ministère »* (*Libération* du 21 janvier). Cette réforme en cours des différents secteurs de la fonction publique exigée par des restrictions budgétaires entraîne des pelletées de suppression de postes par le biais des « réformes structurelles » (fusions/regroupement des services et des métiers, loi sur la mobilité des fonctionnaires, etc…). Ainsi 100 000 emplois (22 800 en 2008, 30 600 en 2009, 33 749 en 2010) ont été supprimés en 3 ans dont 40 000 dans l'Education nationale.

Dans le secteur de la santé, les mesures sont encore plus abruptes. Pour la seule région parisienne, entre 3000 et 4000 suppressions de postes sont officiellement prévues sur 5 ans avec le « regroupement » de 37 hôpitaux en 12 unités de soins (le quotidien gratuit *Métro* du 25 évoque même une menace sur 20 000 postes sur les 92 000 de l'AP-HP - Assistance publique-Hôpitaux de Paris). Quant aux infirmiers, le « choix » qui leur est soumis est soit conserver leur statut actuel sans augmentation de salaire, soit être mieux payés en acceptant de travailler 5 ans de plus (60 ans au lieu de 55 actuellement).

Sans compter les 500 000 contractuels précaires et sous-payés utilisés dans la fonction publique dont seule une infime minorité peut espérer être titularisée après des années de surexploitation malgré les vagues promesses de Sarkozy en ce domaine.

La question des retraites au cœur de la paupérisation

L'attaque que concocte le gouvernement dans les prochains mois sur les retraites est un concentré de la plongée dans la misère qui attend la classe ouvrière toutes générations et tous secteurs confondus.

Sarkozy s'y est engagé dès juin 2009 et a récemment réaffirmé le 25 janvier devant des caméras de TF1 *« Mon am-*

(suite page 3)

1 02485-0399 1,30 E

PRE-VISUALISATION OFFSET

Dans ce numéro

Suite de la page 1

Les Etats capitalistes sont tous des charognards

liés. Le propre gouvernement d'Aristide […] en a été la dernière victime, renversé en 2004 par un coup d'Etat bénéficiant d'un soutien international, au cours duquel plusieurs milliers de personne ont perdu la vie […] A vrai dire, depuis le putsch de 2004, c'est la communauté internationale qui gouverne Haïti. Ces pays qui se précipitent maintenant à son chevet ont pourtant systématiquement voté, ces cinq dernières années, contre toute extension du mandat de la mission de l'ONU au-delà de sa vocation principalement militaire. Les projets qui prévoyaient d'utiliser une fraction de cet "investissement" afin de réduire la misère ou favoriser le développement de l'agriculture se sont trouvés bloqués, conformément aux tendances à long terme qui continuent de présider à la distribution de "l'aide" internationale. »[6]

Et il ne s'agit là que d'une toute petite partie de la vérité. Les Etats-Unis et la France se battent pour le contrôle de cette île à coup de putsch, de manœuvres et de corruption de la bourgeoisie locale depuis des décennies, favorisant ainsi le développement de la misère, de la violence et de milices armées terrorisant en permanence hommes, femmes et enfants !

Le cirque médiatique actuel autour de la « solidarité internationale » est donc insupportable et répugnant. C'est à l'Etat qui fera la plus grande publicité autour de « ses » ONG, autour de « ses » colis. C'est à celui qui fera la plus belle image des vies que « ses » sauveteurs auront extirpé des gravats. Pire encore, sur les décombres et les cadavres, la France et les Etats-Unis continuent de se livrer une guerre d'influence sans merci. Au nom de l'humanitaire, ils envoient sur zone leur flotte militaire et essayent de prendre le contrôle des opérations prétextant la *« nécessité d'une coordination des secours par un chef d'orchestre ».*

Comme à chaque catastrophe, toutes les déclarations d'aide sur le long terme, toutes les promesses de reconstruction et de développement, resteront sans lendemain. Depuis dix ans, suite à des tremblements de terre, il y a eu :

- 15 000 morts en Turquie, en 1999.
- 14 000 morts en Inde, en 2001.
- 26 200 morts en Iran, en 2003.
- 210 000 morts en Indonésie en 2004 (le séisme sous-marin avait engendré un gigantesque Tsunami qui avait fait des victimes jusque sur les côtes africaines).
- 88 000 morts au Pakistan, en 2005.
- 70 000 morts en Chine, en 2008.

Chaque fois, la « communauté internationale » s'est émue et a envoyé de misérable secours ; mais jamais de véritables investissements n'ont été réalisés pour améliorer durablement la situation, en construisant des bâtiments antisismiques par exemple. L'aide humanitaire, le soutien réel aux victimes, la prévention ne sont pas des activités rentables pour le capitalisme. L'aide humanitaire, quand elle existe, ne sert qu'à dresser un rideau de fumée idéologique pour faire croire que ce système d'exploitation peut être humain, quand elle ne constitue pas directement un alibi pour justifier l'envoi de forces militaires et gagner de l'influence dans une région du monde.

Un seul fait révèle toute l'hypocrisie bourgeoise de l'humanitaire et de la solidarité internationale des Etats : le ministre français de l'immigration, Eric Besson, vient de décréter qu'il suspendait *« momentanément »* les reconduites de personnes en situation irrégulière vers Haïti ! Tout est dit.

L'horreur qui frappe la population vivant en Haïti ne peut que soulever un immense sentiment de tristesse. La classe ouvrière va, comme lors de chaque hécatombe, réagir en répondant présent aux différents appels aux dons. Elle montrera une nouvelle fois par-là que son cœur bat pour l'humanité, que sa solidarité ne connaît pas les frontières. Mais surtout, une telle horreur doit nourrir sa colère et sa combativité. Les véritables responsables des 50 000 morts ou davantage en Haïti ne sont pas la nature ou la fatalité mais le capitalisme et ses Etats, qui sont autant de charognards impérialistes.

Pawel (15 janvier 2010)

6) Sur le site de PressEurop (http://www.presseurop.eu/fr/content/article/169931-bien-plus-quune-catastrophe-naturelle).

L'humanitaire comme alibi

Notre article "*Les Etats capitalistes sont tous des charognards*" a été écrit "à chaud", seulement trois jours après le séisme. Si chaque ligne s'est entièrement vérifiée, l'horreur a dépassé l'imaginable. D'ores et déjà, 170 000 corps ont été retrouvés. La radio haïtienne *Scoop FM* affirme que près de 220 000 personnes sont encore portées disparues et potentiellement sous les décombres[1]. Parmi les 200 000 blessés, plus d'un millier ont été amputés. 1,5 millions de personnes se retrouvent aujourd'hui sans abri. 1 million d'enfants sont orphelins.Sur ces ruines et ces corps fumants, une trentaine de pays se sont livrés à une concurrence ignoble et honteuse. A chaque catastrophe, l'humanitaire est un alibi qui permet aux Etats de se livrer une guerre d'influence sans merci. Nous avions annoncé qu'il en serait une fois encore de même. Mais cette fois-ci, la curée a été si frénétique que le voile de l'humanitaire en a été violemment déchiré. Voici quelques faits édifiants. Un membre d'une ONG française faisait part de sa révolte à la radio *France Info*, à la mi-janvier, quand, dans l'urgence, à l'aéroport de Port au Prince, il a vu atterrir prioritairement une vingtaine d'avions gouvernementaux, devançant les secours. Il témoignait, choqué, de la course de diplomates chinois pour planter, en "vainqueur", le drapeau national ! La presse chinoise s'est même vantée de cette première place. "*Secours à Haïti : La Chine la plus rapide*" peut on ainsi lire en titre d'un site sino-français[2]. La France, justement, n'est pas en reste ; elle a tenu, elle aussi, à figurer parmi les premiers rôles dans cette danse macabre. Le "pays des droits de l'Homme" a lutté et joué des coudes pour être celui qui reconstruira… le palais présidentiel ! Les 1,5 millions de sans-abri peuvent crever la bouche ouverte, la priorité est à la conquête du pouvoir. Evidemment, à ce petit jeu, ceux qui parviennent le mieux à s'imposer sont les Etats-Unis, la première puissance mondiale, l'ogre voisin d'Haïti. Ils ont pris officiellement le contrôle de l'aéroport et du principal port du pays. Leur armée a débarqué et s'est installée pour assurer le maintien de l'ordre. Cette présence de 3500 "boys" sur terre et 9000 en mer n'aide en rien à sauver des vies, les fusils, les grenades, les gilets-pare-balle étant de très peu d'utilité pour sortir une personne des décombres ou pour nourrir ceux qui meurent de faim. Sauver des vies humaines ne constitue nullement l'essentiel de la mission d'intervention massive américaine (et il en est de même pour toutes les autres nations). Il faut juste sortir des décombres et soigner devant les caméras quelques femmes et enfants pour justifier la présence des associations humanitaires et, surtout, de l'armée qui l'accompagne. Pour preuve de cette écœurante hypocrisie, les Etats-Unis ont déployé cinq navires de la Garde côtière pour refouler tous les Haïtiens qui tenteraient de fuir l'horreur et de survivre en Floride. La domination outrancière de l'Amérique fait grincer des dents plus d'une bourgeoisie nationale qui dénonce toutes cette "main mise". "*Les Etats-Unis en Haïti, une question de leadership*", pouvait-on ainsi lire dans le quotidien *Le Monde* du 19 janvier. Mais derrière ces protestations et jérémiades, il n'y a pas une once d'humanité, juste de la rivalité impérialiste. Il faut dire que pour parvenir à ses fins, l'Etat américain n'a reculé devant rien. A ce jour, cinq avions d'ONG françaises et un avion-hôpital n'ont pu atterrir sur le tarmac de Port-au-Prince ![3] Des aides humanitaires venant de pays d'Amérique Centrale ou Latine ont connu, elles aussi, les pires difficultés à arriver. Les Etats-Unis savent très bien que cette "aide humanitaire" n'est rien d'autre que le cheval de Troie de leurs adversaires impérialistes.Le capitalisme est une société d'exploitation inhumaine où les mots paix, aide et solidarité ne sont là que pour justifier la guerre et la concurrence.

Pawell (28 janvier)

1) http://www.scoopfmhaiti.com/actualites/760-haitiseisme--le-bilan-pourrait-setablir-a-plus-de-300000-morts

2) http://french.peopledaily.com.cn/Horizon/6876299.html

3) http://www.metrofrance.com/info/haiti-un-nouvel-avion-empeche-d-aterrir/ mjas!6dxN7Jb4I8pQ/ et http://www.20min.ch/ro/news/monde/story/11818276

Seule une société sans capitalisme fait encore rêver

Le film *Avatar* de James Cameron (metteur en scène du film Titanic entre autres) est en train de devenir un véritable phénomène de société. Projeté en 3D, des images de synthèse d'une qualité sans précédent (les données de la plateforme de production atteindraient le penta-octet), un investissement financier démesuré, tout dans ce film est extravagant. Et comme toute oeuvre d'art, *Avatar* nous renvoie une certaine image de la société dans laquelle nous vivons.

La trame du film est d'une simplicité biblique. Une puissante corporation terrienne a découvert sur la planète Pandora des gisements d'un minerai rare et convoité ; elle envoie donc sur place tout ce qu'il faut d'engins et d'ouvriers (qu'on ne voit jamais d'ailleurs) pour ouvrir une mine. Le seul hic : la planète, couverte d'une splendide forêt vierge, est habitée par des peuplades indigènes humanoïdes, bleues de peau et de trois mètres de haut, qui n'ont aucune intention de se laisser déplacer sans résistance. L'entreprise industrielle est donc accompagnée d'une force armée ressemblant à s'y méprendre à l'armée américaine, avec bombardiers, hélicoptères, et équipements inspirés des "mekka", les mangas japonais. Toute ressemblance avec la conquête américaine de l'Amérique, le viol du Vietnam ou le pillage de l'environnement pratiqué aujourd'hui en Amazonie, n'a évidemment rien de fortuit. Dans l'espoir de convaincre les indigènes – les "Na'avi" – de se laisser déplacer sans effusion de sang (et surtout sans publicité défavorable), la compagnie envoie également une équipe de chercheurs dotée d'une technologie qui leur permet de fabriquer des corps d'indigènes – des "avatars" – qui seront habités par l'esprit de "pilotes" humains restés à l'abri dans leur camp retranché. Ces derniers pourront donc circuler librement sur la surface de Pandora (dont l'atmosphère est toxique pour les humains) et "gagner la confiance" des indigènes. Un de ces "pilotes", l'ex-marine Jake Scully dont le corps humain est cloué à un fauteuil roulant, va s'éprendre (dans sa forme "avatar") d'une belle de la tribu locale, une sorte de Pocahontas bleue, et rejoindre son peuple dont il mènera le combat contre les envahisseurs.

Voilà pour la trame de l'histoire – qu'en est-il du film dans son ensemble ? Sur le plan visuel, il n'y a pas à dire, c'est éblouissant. Non seulement les images de synthèse sont parfaitement convaincantes (les Na'avi sont tout aussi "vrais" que les personnages humains), mais les concepteurs ont déployé des trésors d'imagination pour dépeindre l'exo-biologie pandorienne, dans une vaste fresque vivante de plantes, d'animaux, et même d'insectes imaginaires, le tout avec une cohérence et une attention au détail qui rappelle certains films d'animation de Miyazaki. Impossible de ne pas être séduit quand, par exemple, les Na'avi chevauchent de grands reptiles volants et que, grâce à la projection en 3D, on peut réaliser un des plus vieux rêves de l'humanité et chevaucher dans le ciel avec eux.

Heureusement que le côté visuel impressionne d'ailleurs car l'histoire n'est qu'un collage fadasse de plagiats. Les "nobles sauvages" qui vivent en harmonie avec la nature (le film *Green*), les blancs décents qui essaient d'arrêter le massacre (dans la lignée de certains westerns modernes), l'étranger qui tombe amoureux et cherche à se faire accepter dans la tribu (*Danse avec les loups*), la brute épaisse de militaire mégalo américain (*Apocalypse Now,* mais sans la folie et la culture), la scientifique dans un monde macho (Sigourney Weaver reprenant son rôle dans *Alien*) – tout y passe. Même le dénouement où l'écosystème tout entier se met en branle pour repousser l'envahisseur, est plagié des romans Deathworld de Harry Harrison. Quel intérêt ce film peut donc il avoir ?

En fait, l'intérêt se trouve ni dans l'histoire – plate et banale – ni dans les personnages en carton, mais dans les thèmes dont le film est composé. A qui sont-ils destinés ? Quelle est l'idéologie qu'ils véhiculent ?

Avant d'être une oeuvre d'art, *Avatar* représente un énorme investissement financier (entre 250 et 300 millions de dollars) qui doit être rentabilisé. En plus, il ne suffit plus de se contenter d'un succès sur le seul marché américain : selon un article de The Economist du 28 novembre, les deux tiers des profits d'un "blockbuster" se réalisent en dehors des Etats-Unis. Pour réussir, le film doit donc faire appel à des sentiments très largement répandus dans la population mondiale, du moins celle des pays industrialisés. En ce sens, les situationnistes des années 1960 avaient raison de dire que la "société du spectacle" (le capitalisme) met en scène nos propres rêves pour nous les revendre.

Sur le plan des ventes justement, *Avatar* est un succès incontestable, ayant déjà dépassé le milliard de dollars d'entrées en salle. Il est frappant de constater qu'il a eu un gros succès en France et en Allemagne, les deux pays européens qui se sont particulièrement distingués par leur opposition à la guerre en Irak. L'image peu flatteuse (c'est le moins qu'on puisse dire !) des "marines" et, surtout, le fait qu'ils prennent une raclée à la fin et se trouvent obligés de partir la queue entre les jambes, n'y est sans doute pas pour rien.

Cela dit, James Cameron réussit, par une grosse ficelle, à "sauver l'honneur" pour l'audience américaine. On apprend dès le début du film que les soldats en question étaient "autrefois des marines, combattants pour la liberté", qui sont devenus mercenaires, et le principal héros est lui-même un ex-marine. On peut donc se permettre d'attribuer le militarisme brutal non pas à l'Etat et à ses serviteurs loyaux mais aux armées privées actuellement déployées en Irak et en Afghanistan par les firmes de "sécurité" qui assurent logistique et "protection" pour les grosses boîtes comme Halliburton mais aussi, et de plus en plus, directement pour l'armée américaine. Du côté des "bons", les Na'avi représentent, bien sûr, le rêve d'une humanité de nouveau en harmonie avec la nature. Ils chassent, mais tuent leur proie avec respect, ils vivent paisiblement dans une forêt qui n'est pourtant pas sans danger. Cameron ne s'embarrasse pas de considérations métaphysiques – le lien entre les Na'avi et le monde naturel est assuré par le fait que la planète elle-même est une créature vivante (une idée piquée au roman Solaris de Stanislas Lem, mis en scène dernièrement par George Clooney) et que les autochtones sont naturellement équipés de sortes de clefs USB biologiques leur permettant de se « brancher » aux animaux et aux plantes. Les invraisemblances sont légions. Les Na'avi mâles (des Apaches bleus) sont de "grands guerriers" alors qu'ils n'avaient personne à qui faire la guerre avant l'arrivée des humains. Les femelles sont les égales des mâles, y compris à la chasse, ce qui ne les empêche pas d'être cantonnées dans des tâches spécifiquement féminines (il n'y a pas de "guerrières" par exemple).

Et pourtant ça marche ! Le film se termine avec un grand coup d'adrénaline et l'audience ravie de voir la compagnie minière chassée de la planète par les indigènes (peut-être la plus grande de toutes les invraisemblances !) applaudit.

C'est du pur fantasme, évidemment. Mais il est intéressant de comparer ce fantasme, qui sort en plein marasme économique, avec ceux créés lors du dernier grand krach. Une grande partie de la production hollywoodienne des années 1930 consistait en films mettant en scène des rêves de richesse dans un monde peuplé de playboys, d'aventuriers et de milliardaires – le monde par excellence de Fred Astaire et Ginger Rogers. Ce rêve-là n'est plus de mise. Dans *Avatar,* les grandes entreprises sont définitivement rangées du côté des "méchants". **Aujourd'hui, le meilleur rêve – celui qui fait rentrer les plus grosses recettes – que la machine à fantasmes capitalistes puisse nous vendre - c'est un monde où le capitalisme lui-même serait définitivement banni.**

Jens (21 janvier)

Le LKP sabote toute possibilité de reprise de la lutte

Un an après la plus grande mobilisation ouvrière de son histoire, la Guadeloupe va-t-elle revivre une grève générale ? Tout semble en effet réuni pour que la lutte reprenne. La situation de la classe ouvrière dans ce département d'outre-mer n'a guère évoluée depuis les accords qui ont mis fin, le 4 mars 2009, à 44 jours de grève, de manifestations et de rassemblements ouvriers.

Sur les 133 revendications qui fondent cet accord, quelques unes resteront emblématiques du mouvement : la modération de l'augmentation du prix du carburant et des principaux produits de consommation et, surtout, la prime de 200 euros versée aux plus défavorisées.

En réalité, le prix du carburant reste suffisamment élevé pour que toute une frange de la population ne puisse y avoir accès en quantité suffisante pour répondre à ses besoins, et il a subi deux augmentations de 10 centimes chacune en moins d'un an, sur arrêté de l'État. Mais au-delà de ça, la situation des ouvriers guadeloupéens reste fondamentalement marquée par le chômage et la surexploitation. Comment pourrait-il en être autrement quand la crise majeure que vit le capitalisme enfonce toujours plus le prolétariat mondial dans la misère ? Nombre d'entre eux sont contraints de quitter l'île, dont la situation sociale reste marquée par une forte instabilité. Le tourisme, source essentiel de revenus pour l'économie locale, est en berne. La peur est en chacun et il suffit parfois de quelques déclarations ou rumeurs pour recréer des files d'attentes aux stations-services ou aux caisses de supermarchés.

Quant à la fameuse prime de 200 euros, son mode de calcul, savamment élaboré par d'ingénieux polytechniciens ou énarques, ainsi que la complexité du montage des dossiers, écarte bon nombre de travailleurs logiquement éligibles. Bref, comme nous le prévoyions sans grande difficulté à l'époque, en empruntant les mots célèbres de Charles Pasqua, *« les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent ».* [1]

On peut donc facilement déduire de cette situation que la colère des ouvriers de Guadeloupe reste intacte, et même, qu'elle s'est renforcée par une profonde désillusion après une si grande lutte, de si belles promesses et finalement... rien.

Et le LKP dans tout ça, que fait-il ? On pourrait attendre de ce grand collectif de syndicats et d'associations, dirigé par un leader syndicaliste radical et charismatique, Elie Domota, qu'il soit à la pointe du combat pour le respect des engagements de l'Etat. Après tout, ne se présente-t-il pas comme l'initiateur du mouvement de 2009, comme l'architecte de la victoire et de l'accord final ?

On pourrait attendre en effet de lui qu'il marque un grand coup, un an après la lutte. On a même cru un moment qu'il appelait à la grève générale. Mais non, on a dû mal comprendre : « C'est très curieux, nous n'avons jamais lancé d'appel à la mobilisation générale le 20 janvier. Nous avons déposé un préavis de grève à partir du 9 janvier et nous allons définir dans les jours qui viennent les modalités d'action » [2]

En fait, le LKP semble balader son monde. Fin novembre, il lance un appel à une grève générale de 48h, passé largement inaperçu, dont la manifestation finale rassemblera 10 000 personnes. Il n'y en aura guère plus le 9 janvier dernier, dans le cadre d'un appel à la grève illimitée qui ne sera rendue publique que localement. [3]

Le 20 janvier, date anniversaire, ce sera un meeting, juste un meeting. Mais en parallèle, il continue de brandir la menace d'une nouvelle grève générale. Attention, vous n'avez encore rien vu ! D'ailleurs, vous ne verrez peut-être jamais rien : « Une chose est sûre, nous appellerons à la grève mais on ne sait pas encore à quelle date. Le problème sera réglé dans la rue s'il le faut » [4]

Il est clair que le LKP mesure parfaitement la colère des ouvriers et qu'il fait tout pour à la fois garder le leadership du mouvement et canaliser cette colère dans des actions ponctuelles et des menaces en l'air. En cela, il est aidé par la difficulté, au niveau mondial, pour le prolétariat de se battre face à l'aggravation de la crise qui ne lui permet pas encore de concrétiser sa combativité véritable par de véritables luttes.

Mais il est aidé aussi par toute la bourgeoisie, qui use d'une arme classique, son terrain fétiche, celui de l'électoralisme et de la démocratie. En organisant des référendums sur l'autonomie relative et la réforme des institutions en Martinique et Guyane, le gouvernement, soutenu par une partie de la gauche, a cherché à déplacer l'enjeu sur le terrain pourri de la division. Il a en partie réussi, comme le montre la mobilisation dans ces scrutins. Mais le « non » massif montre aussi toutes les limites de cette manœuvre. D'ailleurs, la bourgeoisie s'est bien gardée de faire le même coup en Guadeloupe, où il aurait été sans aucun doute perçu comme une provocation.

Les ouvriers doivent donc rester vigilants face au radicalisme affiché du LKP. Il voudrait désamorcer leur colère, les promener et les mener dans des impasses qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Ce n'est pas derrière ce type d'organisations que la classe ouvrière pourra construire un vrai rapport de force face à la classe dominante. C'est au contraire en s'en détachant et en ne confiant sa lutte et son destin à personne d'autre qu'à elle-même.

GD (29 janvier)

1) « Guadeloupe, Martinique, La Réunion : pourquoi la bourgeoisie a-t-elle reculé ? », RI n° 400, avril 2009 et sur http://fr.internationalism.org/ri400/guadeloup_martinique_la_reunion_pourquoi_la_bourgeoisie_a_t_elle_recule.html

2) Lemonde.fr, 9 janvier.

3) AFP, 19 janvier

4) Lexpress.fr, 19 janvier.

CHÔMAGE, LICENCIEMENTS, SUPPRESSIONS DE POSTES, RETRAITES...

Suite de la page 1

bition serait que l'on règle le problème des retraites de façon pérenne dans le courant de l'été » en ajoutant plus prudemment après un temps d'arrêt *« En tous cas avant la fin de l'année. »* En fait, le projet sera très probablement rendu public sitôt après les élections régionales (alors que gouvernement et dirigeants syndicaux planchent en toute complicité dessus depuis des mois) et Sarkozy escompte le faire adopter l'été prochain, en pleine période de vacances.

Le coup d'envoi du débat a d'ailleurs déjà été lancé par… la secrétaire nationale du PS, Martine Aubry, déclarant à l'émission du *Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI* le 17 janvier *"On devra aller très certainement vers un départ à la retraite à 61-62 ans "*. Malgré la rétractation tardive de ces propos (inévitable après les remous suscités à gauche par cette déclarations), plusieurs « ténors » du PS ont repris la balle au bond comme Manuel Valls disant sans détour qu'il *« était temps aujourd'hui* [pour le PS] *de briser certains tabous »*. Depuis, à coups de sondages (« seriez-vous prêts à cotiser et donc à travailler plus longtemps pour sauver votre retraite, celle de vos enfants et petits-enfants ? »), le conditionnement de « l'opinion publique » à cette « réforme » présentée comme impérative et inévitable va bon train.

Toute la bourgeoisie est consciente de l'ampleur de l'attaque qu'elle se prépare à porter. Cette question constitue un test majeur pour elle, son gouvernement et ses syndicats dans les conflits sociaux à venir. En 1993, Balladur a pris des mesures pour repousser l'âge de la retraite dans le secteur privé, ensuite sous le gouvernement Raffarin, les « lois Fillon » en 2003 sont parvenues à aligner le secteur public sur le privé, puis, début 2008, le même Fillon est parvenu à imposer l'abolition de la plupart des régimes spéciaux. Chaque fois, les syndicats se sont partagés le travail pour faire avaler au bout du compte la même pilule amère après quelques manifestations plus ou moins massives. C'est ce qui se prépare encore aujourd'hui face à un enjeu qui met cette fois tous les prolétaires et à tout âge dans le collimateur. D'ailleurs, les syndicats ont recommencé après des mois de silence à chercher à émousser préventivement la combativité ouvrière secteur par secteur et autant que possible en faisant diversion autour de revendications sectorielles[1] Pour faire passer cette attaque, la bourgeoisie dispose d'un argument en béton. Dans la logique du capitalisme, la « réforme » est inévitable car elle s'appuie sur un vrai problème : il n'y a pas assez de recettes pour financer les retraites (en 2006, il y avait 1,8 actif pour un retraité. A l'horizon 2050, il n'y en aura plus qu'1,2, soit presque autant de retraités que d'actifs). Compte tenu de l'allongement de la durée de vie, de la pyramide des âges où la génération des ex-« baby-boomers » d'après-guerre atteint l'âge de la retraite, et surtout le poids du chômage qui réduit le nombre des salariés en activité, la gestion des retraites est devenue insupportable pour le système (à l'heure actuelle, l'équivalent de 10% des retraites ne sont pas financées). Mais en réalité, le but du gouvernement n'est nullement de prolonger la durée du travail[2]. De plus en plus de salariés sont et seront incapables d'aligner les trimestres de cotisations nécessaires pour bénéficier d'une retraite à taux plein, en cumulant une entrée de plus en plus difficile et tardive sur le marché du travail, les longues périodes de chômage et l'usure liée à leur emploi. Le vrai motif est donc de faire partir un maximum de prolétaires à la retraite avec une pension dérisoire. C'est d'ailleurs pourquoi le gouvernement n'a pas besoin de s'attaquer directement aux pensions mais qu'il va jouer sur l'allongement de la durée de cotisation et sur le relèvement considérable du taux de cotisation prélevée sur le salaire des actifs (le salaire et le pouvoir d'achat des salariés sera donc lui aussi de plus en plus amputé et rogné).

Cela fait 30 ans que le chômage plombe les économies. Le problème des retraites n'en est qu'une des conséquences. Et cela va aller de pire en pire. Derrière la question des retraites, se profile l'appauvrissement de toutes les générations et de tous les secteurs de la classe ouvrière.

Traditionnellement, dans les familles ouvrières, les aînés étaient à la charge des plus jeunes. Avec la remontée du chômage dans les années 1980, la situation s'était renversée, les retraités venaient en aide à leurs enfants et petits-enfants. Mais à l'avenir, les vieux travailleurs ne pourront plus aider leurs enfants, ils vont devenir au contraire de plus en plus dépendants d'eux. On voit déjà de plus en plus de retraités qui viennent à la fin des marchés pour ramasser des produits jetés des étals ou à la sortie des supermarchés récupérer des produits périmés. Demain, ce seront toujours les plus âgés qui sombreront les premiers dans la misère mais aucune autre génération ne sera plus capable de subvenir à leurs besoins. On entre dans une période de grande misère au niveau de toutes les générations ouvrières.

Il n'y a, dans le cadre de ce système d'exploitation, aucune solution réelle. Seul le renversement du capitalisme et l'avènement du communisme peut offrir un avenir à l'humanité.

W (29 janvier)

1) Ainsi, la grève des fonctionnaires (agents de l'Etat et collectivités territoriales, personnel hospitalier public) le 21 janvier qui a rassemblé moins de 100 000 participants au niveau national (dont 15 000 à Paris) a été présentée comme un échec démoralisant. En fait, tout à été fait par les syndicats pour qu'il y ait une très faible mobilisation avec très peu de publicité et de tracts d'appel dans la Fonction publique. Mais depuis, les manifestations se succèdent quasi-quotidiennement pour défouler la colère dans telle ou telle branche : le 26/1, les infirmières étaient appelées à défiler dans les rues, le lendemain, c'était au tour des salariés du "pôle emploi", le 28, les agents des caisses de Sécurité sociale, le 30, une manifestation des enseignants, le 2 février une grève de 24 h est prévue à la SNCF…

2) Dans la réalité actuelle, en France alors que l'âge légal de la retraite est de 60 ans, l'âge moyen de ce départ à la retraite ne dépasse pas 57 ans et pour la bourgeoisie il y a encore trop de secteurs qui bénéficient d'un départ à la retraite anticipé à taux plein, à commencer par les secteurs du bâtiment ou de la santé.

Quand un grand bourgeois salue le travail des syndicats !

Nous reproduisons ci-dessous, presque intégralement, un court article publié par *Les Echos* sur son site Internet le 26 décembre[1]. Il démontre parfaitement dans quel camp sont réellement les syndicats.

Alain Minc salue le rôle des syndicats durant la crise

A quelques jours de la fin de l'année, l'heure des bilans a déjà sonné pour Alain Minc. Ce proche conseiller officieux de Nicolas Sarkozy distribue bons et mauvais points dans une interview publiée hier dans *Le Parisien dimanche*. Il décerne notamment un satisfecit remarqué aux syndicats : « *Je constate que, au printemps, leur sens de l'intérêt général a été impressionnant pour canaliser le mécontentement. L'automne a été d'un calme absolu. Je dis chapeau bas aux syndicats !* » lance Alain Minc. Pour lui, « *ils ont cogéré cette crise avec l'Etat. Le patronat, en tant qu'acteur social, a été aux abonnés absents* ». Et d'asséner : « *S'il y avait un dixième du talent de l'état-major de la CGT au Medef, les choses iraient mieux.* »

Effectivement, les syndicats, CGT en tête, ont joué un rôle central dans le « calme absolu », du point de vu de la lutte de classe, qui a caractérisé l'année 2009. En fait, pour être plus précis, la cause première de l'absence de luttes importantes ces douze derniers mois est sans aucun doute la brutalité inédite de la crise. Face aux vagues de licenciements, à la hausse spectaculaire du chômage et de la pauvreté, les ouvriers ont été comme paralysés, effrayés. Si la colère est indéniablement très forte dans les rangs de notre classe, elle a été contenue, comme étouffée par un sentiment d'impuissance. Elle ne s'est donc pas concrétisée par le combat. Mais les syndicats ont parfaitement exploité cette désorientation momentanée au profit de leur maître : l'Etat. Ils ont su « enfoncer le clou » de la démoralisation et du déboussolement en égrenant les journées d'action stériles tout au long des mois de 2009. Ces remerciements d'un grand bourgeois comme Alain Minc pour « service rendu » à la bourgeoisie ne sont donc que justice.

Quant à la classe ouvrière, elle doit comprendre qu'elle aura toujours face à elle les syndicats, prêts à saboter la lutte, à la diviser par secteur et par entreprises. Si elle veut rompre ce « calme absolu » si cher à Alain Minc, à la CGT et consorts, la classe ouvrière doit reprendre confiance en elle et en sa capacité à mener et organiser ses propres luttes.

Phaco (28 janvier)

1) http://www.lesechos.fr/info/france/020287218950-alain-minc-salue-le-role-des-syndicats-durant-la-crise.htm

VIOLENCES ANTI-IMMIGRÉS EN ITALIE

Un produit du désespoir

A Rosarno, petite ville de 15 000 âmes située en Calabre dans le sud de l'Italie, de violents affrontements ont éclaté, début janvier, entre travailleurs immigrés et locaux.

Le 7 janvier, en pleine rue, des jeunes tirent à la carabine à air comprimé sur des immigrés africains. Deux d'entre eux sont gravement touchés. Derrière ces "jeunes", se cache en fait la main de la "ndrangheta", la mafia calabraise. C'est elle qui constitue le patronat local et embauche les ouvriers agricoles. Depuis des années, elle fait appel à une main d'œuvre venue d'Afrique, nombreuse et corvéable à merci. Ces travailleurs immigrés triment toute la journée pour une paye de misère[1] et sont parqués le soir dans une ex-fabrique de fromage désaffectée et insalubre. Or, cette année, cette main d'œuvre bon marché est devenue brusquement encombrante. D'abord, la crise économique frappe autant Rosarno que le reste du monde. Les oranges et les mandarines ne s'écoulent pas ; il est aujourd'hui plus rentable de laisser pourrir les fruits sur les arbres que de les ramasser. Ces travailleurs africains sont donc devenus pour la plupart privés d'embauche, inutiles. Ensuite, une nouvelle législation anti-immigrée a été récemment adoptée en Italie ; elle renforce la chasse aux sans-papiers et condamne les patrons qui embauchent des travailleurs illégaux. La mafia s'est donc tournée, pour le peu de travail qu'il y a, vers les immigrés "légaux" des pays de l'Est (en particulier d'Ukraine et de Roumanie). 1500 Africains et leurs familles, venus toucher ici juste de quoi survivre, se sont donc retrouvés pris dans l'étau de la surexploitation et du chômage. La tension et la colère sont peu à peu montées dans leurs rangs ; ces semi-esclaves d'habitude si dociles ont même commencé à manifester. La "ndrangheta" a alors décidé de les effrayer pour les faire fuir, en leur tirant dessus. De bêtes de sommes, ces immigrés sont devenus gibiers. Seulement, au lieu de déguerpir, ces travailleurs sont massivement sortis dans la rue incendier des poubelles et des voitures, casser des vitrines et abîmer quelques habitations. En réaction, des centaines d'habitants de Rosarno, armés de barres et de bâtons, se sont livrés à une véritable chasse à "l'homme noir" aux cris de "en Afrique, en Afrique !", "nous voulons leur mort". Ces affrontements ont fait 67 blessés (31 immigrés, 19 policiers et 17 autochtones). A priori, là encore, la mafia a joué un rôle central en excitant la population locale et en se hissant à la tête de ces milices improvisées[2]. Cette haine n'a pas été difficile à distiller au sein d'une population touchée elle aussi par la pauvreté et un chômage qui frappe officiellement près de 18% de la classe ouvrière dans cette région. Mais la misère est très loin d'expliquer à elle seule pourquoi une partie de la population s'est laissée ainsi entraîner dans une vendetta raciste et nauséabonde, ni pourquoi d'ailleurs ces immigrés attaqués s'en sont pris aux biens des habitants des alentours. En réalité, la cause première de ces affrontements "entre pauvres", comme l'a titré la presse internationale (autrement dit, entre ouvriers), est le désespoir, l'absence totale de perspective. "C'était un enfer, on n'y comprenait rien, c'est vrai que nous avons cassé tout ce que nous avons pu casser, mais nous étions seulement en rage. Nous sommes désespérés, et si au désespoir, on ajoute la rage, c'est facile de déraper. Quand nous sommes revenus à la fromagerie, nous nous sommes regardés dans les yeux et nous avons eu honte de ce que nous avions fait. J'ai pleuré pendant toute la nuit en pensant à ces gens épouvantés…" (Godwin, journalier ghanéen, 28 ans, cité par *La Repubblica* du 9 janvier).

Seules les luttes ouvrières peuvent redonner confiance en l'avenir, peuvent permettre d'entrevoir qu'un autre monde est possible, un monde fait non pas de haine mais de solidarité. Une grève l'a parfaitement illustré récemment, une grève qui n'a pas eu les honneurs des Unes de la presse, contrairement à ces émeutes racistes d'Italie. En Angleterre, au mois de juin 2009, des ouvriers ont résisté aux sirènes du nationalisme et de la xénophobie, alors que toute la presse mettait en exergue des slogans tel que "Des jobs anglais pour les ouvriers anglais !". Comprenant qu'il s'agissait là d'un piège, qu'ils n'avaient rien à gagner à se laisser ainsi diviser entre ouvriers "locaux" ou "immigrés", ils ont opposé à la bourgeoisie une grève animée par la solidarité internationale. Lors des manifestations, des banderoles appelant les ouvriers portugais et italiens à rejoindre la lutte ont été brandies ; on pouvait y lire notamment le cri de ralliement du prolétariat mondial depuis 1848 : "Ouvriers du monde entier, unissez-vous !"[3]

Les événements de Rosarno et de Lindsey sont comme la thèse et l'anti-thèse. Les premiers portent les stigmates de cette société en décomposition, elle n'a aucun avenir et ne peut qu'engendrer toujours plus de misères, de peurs, de haines… Les seconds révèlent au contraire qu'il existe un autre avenir pour l'humanité. La solidarité qu'est capable d'exprimer la classe ouvrière lorsqu'elle lutte est, pour nous tous, comme une lueur d'espoir.

Albert (28 janvier)

1) La paye est d'un euro la cagette de mandarines et 6 centimes le kilo d'oranges avec un gain maximum d'environ 15 euros par jour pour 12 à 14 heures de travail.

2) Au-delà de la simple mafia, la cruauté et le cynisme de toute la bourgeoisie italienne lors de cet événement est à souligner. Le gouvernement de Berlusconi a profité de l'occasion pour mener une campagne xénophobe et justifier toutes ses mesures anti-immigrés. Le ministre de l'intérieur, Maroni, a ainsi affirmé : "*La situation de Rosarno est difficile, résultat d'une immigration clandestine tolérée pendant toutes ces années sans rien faire d'efficace*". En fait, l'Etat, d'un côté, chasse les sans-papiers et les expulsent pour en limiter le nombre et, de l'autre, laisse les patrons les exploiter massivement et honteusement (quand il ne le fait pas lui-même directement), cette main d'œuvre à bas coût améliorant la "compétitivité nationale". C'est ainsi plus de 50 000 travailleurs immigrés qui vivent en Italie dans des logements insalubres similaires à ceux de Rosarno. Pour revenir aux événements récents et à la "protection" offerte par l'Etat à ces immigrés victimes de pogroms : en intervenant, la police a fait de nombreux blessés du côté des immigrés et, ensuite, pour les protéger, elle n'a rien trouvé de mieux que de les parquer dans des "centres de rétention" pour "contrôler leur situation" et expulser tous ceux qui ne sont pas en règle ! Voilà de quelle inhumanité est capable la bourgeoisie, qu'elle se présente sous le masque de la mafia ou sous les traits respectables des hauts-dirigeants de l'Etat !

3) Lire notre article "*Les ouvriers du bâtiment au centre de la lutte en Angleterre*" dans notre journal *Révolution Internationale* de juillet-août 2009 ou sur Internet - http://fr.internationalism.org/ri403/les_ouvriers_du_batiment_au_centre_de_la_lutte_en_angleterre.html

TURQUIE

A LIRE SUR NOTRE SITE WEB

Solidarité avec la résistance des ouvriers de Tekel contre le gouvernement et les syndicats

La section du CCI en Turquie a réalisé un compte-rendu détaillé de la grève des ouvriers du tabac de Tekel qui se déroule depuis le 14 décembre 2009 et dont la presse en France n'a pas soufflé mot, instaurant un véritable black-out. Nous en publions ci-dessous simplement quelques extraits :

Le 14 décembre 2009, des milliers d'ouvriers des entreprises de Tekel[1] de douzaines de villes en Turquie ont quitté leurs maisons et leurs familles pour monter sur Ankara. Ces ouvriers ont fait ce voyage pour lutter contre les horribles conditions auxquelles les contraint l'ordre capitaliste. Cette lutte exemplaire qui dure depuis plus d'un mois à présent est portée par l'idée d'une grève permettant à tous les ouvriers d'y participer. Ce faisant, les ouvriers de Tekel ont commencé à mettre en oeuvre et à être porteurs d'un mouvement de l'ensemble de la classe ouvrière dans tout le pays. Ce dont nous essayons de rendre compte ici est l'historique de ce qui s'est passé dans cette lutte. On ne doit pas oublier que ce compte-rendu ne concerne pas les seuls ouvriers de Tekel mais les ouvriers du monde entier. Nous remercions chaleureusement les ouvriers de Tekel pour avoir rendu possible l'écriture de cet article en poussant en avant les luttes de notre classe et en nous expliquant ce qui s'y passait.

Les ouvriers de Tekel sont entrés en lutte contre la « politique du 4-C » de l'Etat turc. Ce dernier a placé des milliers d'ouvriers en plus de ceux de Tekel sous les conditions de travail du « 4-C ». Ces conditions sont celles qui attendent déjà des centaines de milliers d'ouvriers, ceux du secteur du sucre en étant les prochaines victimes. A côté de cela, de nombreux secteurs de la classe ouvrière ont fait l'expérience d'attaques similaires sous d'autres appellations. Qu'est donc que ce « 4-C » ? Il s'agit de fait d'une pratique de « protection » mise en avant par l'Etat turc lorsque le nombre d'ouvriers qui ont perdu leur travail à cause des privatisations a augmenté. Cela implique d'abord, avec une sérieuse baisse de salaire, que les ouvriers du secteur public soient mutés dans différents autres endroits et secteurs de l'Etat dans les pires conditions. La pire d'entre elles introduite par le « 4-C » est qu'elle donne à l'Etat-patron un pouvoir absolu sur les ouvriers. Ainsi, le salaire, qui est fixé par l'Etat et qui est déjà massivement réduit, est simplement un prix maximum. Il peut être réduit arbitrairement par les dirigeants des entreprises d'Etat. De plus, les heures de travail sont complètement déréglementées et les directeurs d'usine ont arbitrairement le droit de faire travailler les ouvriers aussi longtemps qu'ils veulent, jusqu'à « la fin de la tâche qui leur est assignée ». En retour, les ouvriers ne touchent rien pour ce travail supplémentaire. Avec cette politique, les patrons ont le pouvoir de virer les ouvriers arbitrairement, sans qu'il y ait une quelconque compensation salariale. La période où les ouvriers peuvent travailler varie de trois à dix mois par an, rien ne leur étant payé durant les mois où ils ne travaillent pas, la durée de travail étant une fois encore arbitrairement décidée par les patrons. Malgré cela, il est interdit aux salariés de trouver un deuxième travail pendant les périodes où ils ne travaillent pas. Les remboursements de sécurité sociale n'existent plus dans ces périodes d'inactivité. Les privatisations, tout comme la politique du « 4-C », ont commencé depuis longtemps. Dans les entreprises de Tekel, seuls les départements de l'alcool et de la cigarette étaient privatisés, et ce processus a conduit les usines de tabac à la fermeture. Nous pensons qu'il est clair que le problème n'est pas seulement celui des privatisations. **Il est évident que le capital privé et l'Etat veulent surexploiter les ouvriers en les soumettant aux conditions les plus incroyables et joignent leurs forces dans l'attaque. En ce sens, on peut dire que le combat des ouvriers de Tekel est né des intérêts de classe de tous et est l'expression de la lutte contre l'ordre capitaliste tout entier.**

... la suite sur notre site web...
internationalism.org

1) Tekel est la compagnie qui a eu le monopole d'Etat de toutes les entreprises de production d'alcool et de tabac.

ALGÉRIE

Le prolétariat exprime sa colère !

Durant le mois de janvier, de multiples grèves et manifestations de rue se sont développées en Algérie[1]. Consciente du « mauvais exemple » et de la réflexion que cela pouvait engendrer dans une partie du prolétariat, les ouvriers immigrés ne pouvant que se sentir liés à ces expériences, la bourgeoisie s'est bien gardée de médiatiser l'affaire !

Les manifestations de chômeurs à Annaba (Est algérien), de mal-logés un peu partout, les grèves ouvrières à Oran, Mostaganem, Constantine, et surtout dans la banlieue industrielle d'Alger, qui a été en proie à une agitation très importante, voilà l'objet du black-out. Suite à l'accélération brutale de la crise économique, avec l'inflation et la chute du pouvoir d'achat, les attaques diverses, la classe ouvrière qui avait été affaiblie ces dernières années a de nouveau relevé la tête ! Une montée de colère dans bon nombre de régions et de quartiers urbains, une grogne s'est généralisée, en particulier au cœur du secteur industriel. C'est principalement la zone de Rouiba (banlieue industrielle à l'est d'Alger) avec plus de 50 000 travailleurs, qui a été localement sous les feux de la rampe. Personne n'a oublié là-bas que c'est dans ce chaudron en ébullition qu'avait démarré en 1988 la « révolte de la semoule »[2]. Mais contrairement à cette dernière, qui avait été la rébellion d'une population affamée, celle de couches non-exploiteuses, nous avons assisté cette fois-ci à une mobilisation plus spécifique du prolétariat, avec ses propres revendications, celles qui appartiennent depuis toujours au mouvement ouvrier : la lutte pour les salaires, pour la défense des retraites, contre les licenciements…

Les travailleurs de la SNVI (société nationale des véhicules industriels, ex-SONACOM) ont été les premiers à se lancer dans la bataille. Le gouvernement avait décidé fin 2009 de supprimer la possibilité pour ces salariés de partir en retraite anticipée (mesure en vigueur depuis 1998). En réponse, la grève a rapidement fait tâche d'huile, touchant les entreprises du secteur public comme celles du privé, comptabilisant plus de 10 000 grévistes. Des salariés de Mobsco, Cameg, Hydroaménagement, ENAD, Baticim et d'autres entreprises se sont donc joints à la lutte, par solidarité avec leurs frères de classe. Les ouvriers se sont par la suite affrontés avec d'importantes forces de police anti-émeutes dans le centre-ville, où les syndicats les avaient entraînés[3].

Parallèlement à ces luttes dans la capitale, sur fond de révoltes incessantes et tumultueuses de jeunes privés d'emploi, ce sont également les 7 200 ouvriers du complexe sidérurgique d'Arcelor Mittal d'El Hadjar, situé à Annaba (600 km à l'Est d'Alger), qui se sont mis en grève contre la fermeture programmée de la cokerie et la suppression de 320 postes. Face au durcissement de cette grève « générale illimitée » et à la détermination des ouvriers, la direction déposait une plainte pour suspendre cette grève qu'elle jugeait « illégale ». Là encore, le syndicat UGTA a été un précieux auxiliaire pour le sabotage du mouvement, appelant les ouvriers à reprendre le travail et à accepter pour argent comptant la promesse de la direction d'investir pour « réhabiliter la cokerie ». La réalité, c'est que la restructuration est inévitable et l'idée de réhabilitation de la poudre aux yeux. Cela, le syndicat ne pouvait pas le dire !

Toute cette effervescence sociale en Algérie ces derniers temps montre à la fois la combativité grandissante dans certaines régions du globe et le potentiel du prolétariat mondial.

WH (23 janvier)

1) 1Nos sources proviennent de différents sites Internet : http://www.prs12.com/spip.php?article11934, www.mico.over-blog.org, http://www.afrik.com/article18531.html et d'informations provenant du journal El Vatan.

2) Révolte qui avait éclaté en réaction à une brutale augmentation du prix des denrées de base. Cette révolte, réprimée par l'armée, fit plus de 500 morts (voir RI n° 314).

3) Suite à ces évènements, qui survenaient après le nouvel accord tripartite (gouvernement-patronat-syndicat) qui avait entériné cette nouvelle série d'attaques, le patron de l'UGTA était traité de « vendu » !

YEMEN, SOMALIE

Les grandes puissances accentuent le chaos

La guerre de Barack Obama contre le supposé ennemi mortel que représente Al-Qaïda pour l'Amérique et les pays occidentaux prend de l'ampleur. L'Afghanistan, le Pakistan et l'Irak étaient déjà touchés par cette politique pour la « civilisation », il faut aujourd'hui ajouter le Yémen et la Somalie et, dans une moindre mesure, l'Afrique subsaharienne, touchée elle aussi récemment par des *« incursions »* et des *« frappes ciblées »*. Les Etats-Unis, déjà totalement embourbés en Irak et en Afghanistan, poursuivent ainsi inlassablement leur fuite en avant guerrière en accentuant fortement leur présence militaire dans cette large région du monde.

Yémen et Somalie : un enjeu stratégique de première importance

Une première question toute simple se pose : en quoi ces deux pays peuvent-ils représenter un intérêt quelconque pour l'impérialisme américain ? Le Yémen, aux très pauvres ressources en pétrole, est devenu un véritable désert, ravagé par des années de guerres. La République arabe du Yémen du Nord et la République démocratique populaire du Yémen du Sud se sont rassemblées pour former la République du Yémen. Depuis lors, la guerre n'a pas cessé un seul instant. La population yéménite qui compte 21 millions d'habitants est une des plus pauvres du monde. Le pays est tout simplement plongé en plein chaos et au bord de l'éclatement. Quant à la Somalie, la situation y est pire encore. Ce pays de 9 millions d'habitants est un véritable mouroir. La guerre y fait rage depuis plus de 20 ans. La population erre en permanence, fuyant les exactions de bandes armées sans contrôle, cherchant chaque jour de quoi manger. Le dernier gouvernement en date ne contrôle même pas l'ensemble de la capitale, Mogadiscio. Le gouvernement dit de transition se bat en permanence contre une guérilla constituée de groupes islamistes : Hizbul Islam dirigé par l'ancien mentor de l'actuel président, Cheikh Aweys et les milices armées Al-Chabab qui se revendiquent d'Al-Qaïda. Quant aux régions du Somaliland et du Putland, la recherche de tout semblant d'ordre et de stabilité est depuis longtemps totalement abandonnée. La piraterie somalienne est pour l'essentiel le seul moyen de survie qu'ont trouvé les pêcheurs de ces côtes, dont la mer est infestée de déchets nucléaires immergés par de « mystérieux » navires européens. Depuis l'effondrement du gouvernement en 1990, les Etats-Unis occupent une partie du terrain militairement. Cela s'était fait en 1992 à travers l'opération baptisée Restore Hope (« Restaurer l'espoir », sic !). A la même époque, tout le monde se souvient des images diffusées partout de Bernard Kouchner arrivant en Somalie avec des sacs de riz sur les épaules, suivit de près, discrètement, par quelques contingents de l'armée française !

Mais qu'est-ce qui peut tant intéresser des prédateurs impérialistes comme les Etats-Unis et bien d'autres encore, dans une région totalement déshéritée, dont les pauvres ressources en pétrole ne peuvent en aucun cas justifier une telle attention ?

Pour répondre à cette question, il suffit de regarder une carte. Entre la Somalie et le Yémen se trouve juste un bras de mer, le Golfe d'Aden, qui est la voie maritime vers la mer Rouge et les champs pétroliers du Golfe persique. Le détroit d'Ormuz est ainsi l'un des endroits les plus surveillés et les plus convoités du monde ! C'est plus de 20 % du pétrole mondial qui passe par ce détroit. Mais plus encore, la moitié de la flotte mondiale des porte-conteneurs et 70% du trafic total des produits pétroliers passe par la mer d'Arabie et l'océan Indien. C'est également par cette voie que l'impérialisme chinois, toujours plus agressif, s'infiltre en direction du Mozambique, du Kenya, de la Tanzanie et de Zanzibar. Par ces temps de crise économique profonde et de montée accélérée des tensions guerrières, contrôler l'écoulement de l'or noir et les principales routes maritimes est indispensable à tout impérialisme qui veut jouer un rôle sur la scène mondiale. C'est une arme de guerre de toute première importance. C'est pour cela que l'attentat manqué sur un avion américain, perpétré le jour de Noël par le Nigérian Umar Farouk Abdulmutallab au nom d'Al-Qaïda se rendant d'Amsterdam à Détroit, a permis d'ouvrir à nouveau la boîte de Pandore de la lutte anti-terroriste. Le fait que ce jeune Nigérian ait séjourné au Yémen où il aurait reçu un entraînement d'Al-Qaïda a été le prétexte tout trouvé. Les réponses ne se sont ainsi pas faites attendre : *« Washington et Londres ont ainsi fait part de leur volonté de coopérer davantage dans la lutte antiterroriste au Yémen, ainsi qu'en Somalie. Londres et Washington prévoient de financer une unité spéciale de police antiterroriste au Yémen et de fournir un soutien plus important aux gardes côtes yéménites, selon Downing Street. »* (*Jeune Afrique* du 26 janvier 2010). L'impérialisme français ne voulant pas bien entendu rester en dehors de cette course, elle s'est empressée immédiatement de faire le même type de déclaration. Le président du Yémen, Ali Abdullah, qui est au pouvoir depuis 30 ans est un allié des Etats-Unis. L'armée américaine y avait déjà envoyé des missiles et des troupes spéciales. Mais la guérilla des Houtis au Nord du pays est elle-même soutenue par l'Iran. La guerre y fait rage comme dans la ville de Saada. Dans ce pays d'une totale instabilité et plongé dans le plus grand des chaos, seule la présence militaire directe peut représenter un point d'appui pour une grande puissance et depuis un an, au nom de l'anti-terrorisme, une nouvelle base américaine y entraîne des forces spéciales. L'arrivée de troupes supplémentaires américaines qui vont de fait être confrontées aux rebellions du Nord et du Sud du pays n'est qu'un pas supplémentaire de l'impérialisme américain dans un nouveau et énième bourbier guerrier dont il ne pourra plus se dégager, à l'image de l'Irak, de l'Afghanistan et du Pakistan.

La fragilisation accélérée du leadership américain

L'envoi récent de plusieurs dizaines de milliers de soldats américains supplémentaires en Afghanistan démontre très clairement que les Etats-Unis sont de plus en plus incapables de gagner cette guerre. Le fait que le Pakistan soit un des principaux enjeux de celle-ci se traduit par une déstabilisation accélérée du gouvernement d'Islamabad, de son armée et de son unité nationale, dans cette région du monde où les impérialismes indien et chinois sont eux même de plus en plus actifs. Les Etats-Unis, très contestés notamment par la Chine, en sont pourtant réduits à leur quémander de l'aide ainsi qu'à la Russie. *« Deux hauts fonctionnaires américains se sont rendus en Chine avant la visite présidentielle, et ont averti les Chinois que s'ils ne soutenaient pas Washington sur le dossier iranien, Israël passerait à l'attaque, ce qui provoquerait le chaos dans l'approvisionnement pétrolier indispensable à la Chine. L'Iran est le deuxième fournisseur de pétrole du pays, et les entreprises chinoises y ont massivement investi. Pour desserrer cette contrainte, les USA ont également proposé aux Chinois de les aider à réduire leur dépendance aux approvisionnements iraniens. Les demandes américaines semblent avoir été entendues. Pour la première fois depuis plusieurs années, la Chine a voté une résolution de l'AIEA condamnant l'Iran. »* (J Pomfert et J Warrick du *Washington Post,* Contre Info du 27 novembre 2009). La Russie est donc elle aussi courtisée par les Etats-Unis qui ont besoin de leur aide, c'est pourquoi ils ont suspendu leur programme d'installation de missiles américains en Pologne et en République tchèque.

Ces appels à l'aide sont en eux-mêmes un véritable aveu de faiblesse. Après les attentats contre les tours jumelles, le 11 septembre 2001, le président d'alors, Georges Bush fils, lançait les Etats-Unis dans une immense campagne guerrière, presque seuls afin de démontrer la suprématie militaire absolue de la première puissance mondiale. Cette politique a été un véritable échec. Mais la « nouvelle » politique d'Obama, tout aussi va-t-en-guerre, ne peut rien produire de mieux, ni pour l'impérialisme américain ni, évidemment, pour l'humanité.

Afghanistan, Pakistan, Irak, et maintenant Somalie et Yémen, la guerre menée au nom de la lutte contre les djihadistes par les Etats-Unis ne cessent de s'étendre. Chaque nouveau pas en avant sanglant de l'impérialisme américain expose un peu plus à la face du monde son impuissance croissante. En Afghanistan, la coalition militaire derrière les Etats-Unis est au bord du démantèlement. En Irak, les attentats se succèdent à un rythme infernal. Pour les Etats-Unis, le Yémen ne peut être qu'un nouvel Irak ou un nouvel Afghanistan ! Pour la population de ces pays, le pire est encore à venir. L'impérialisme pourrissant sème la mort. Pour la classe ouvrière de tous les pays, touchée directement ou non par ces conflits sanglants, cette réalité doit être tout simplement intolérable et révoltante.

Rossi (27 janvier)

IRAN

Le prolétariat n'a pas à défendre un camp bourgeois contre un autre

En Iran, l'écrasante majorité de la population vit dans la misère la plus totale. Mais, plus encore, chaque jour la peur est là qui rôde dans les rues, dans les lieux publics ! Il n'est pas étonnant alors que depuis les dernières élections de 2009, des révoltes et des manifestations ne cessent d'éclater. Ce pays s'enfonce dans le chaos. Les divisions au sein de l'appareil politique et du clergé se multiplient, le pouvoir religieux lui-même affaibli par son exercice du pouvoir politique se craquèle et ces fissures apparaissent de plus en plus ouvertement. Pour la classe ouvrière, pour la population pauvre et sans travail, exaspérées par tant d'injustice et de misère, le danger est alors très grand de se retrouver embrigadées et réprimées dans des luttes qui ne sont pas les siennes.

Face aux manifestations, le pouvoir répond par la répression sanglante

Au mois de décembre dernier, à l'occasion de la fête de l'Achoura (pour les Chiites, il s'agit entre autres de la commémoration du massacre de l'imam Hossein et de 72 de ses proches par le califat omeyyade à Kerbala en l'an 680), les rues des principales villes du pays ont été à nouveau envahies par d'immenses manifestations. Celles-ci ont touché la plupart des grandes villes iraniennes : Téhéran, Chiraz, Ispahan, Qazvin, Tabriz et même Qom, la ville sainte. Ce sont des dizaines de milliers de personnes qui se sont retrouvées dans la rue. La réponse du pouvoir ne s'est pas fait attendre. Les miliciens baasistes assistés des forces de l'ordre ont alors réprimé férocement. La police officielle parle de cinq morts parmi les manifestants, la réalité est évidemment bien plus dramatique ! Il faut se rappeler que lors des manifestations du 12 juin dernier au moment de l'élection du président Ahmadinejad, le bilan avait été de soixante morts et de 4000 arrestations. Aujourd'hui, dans une population ulcérée, gagnée par la colère, les slogans se radicalisent. Ceux-ci ne visent plus seulement le gouvernement et Ahmadinejad mais aussi, ce qui est nouveau, le guide suprême lui-même : Ali Khamenei.

Crises et divisions au sein de la bourgeoisie et du clergé iranien

Au mois de juin dernier, au moment des élections, l'état de déliquescence de la bourgeoisie iranienne était déjà apparu au grand jour. La montée en puissance d'Hossein Moussavi en était l'expression la plus visible. Derrière la fraction Ahmanidejad qui allait garder le pouvoir, appuyée par les gardiens de la révolution islamique (les bassidji) commandés par le général Mohammad Ali Jafari, véritable réseau gangstérisé qui a la haute main sur tous les trafics illégaux dans le pays, on retrouve toute une partie du clergé dont le guide suprême de l'ayatollah Ali Khamenei, qui à ce titre est le chef des armées. A l'inverse, une autre partie du clergé cherche de plus en plus à prendre ses distances envers ceux qu'elle considère comme une bande de voyous qui a pris les rênes du pouvoir. En ce début de janvier, un influent dignitaire religieux conservateur, Ahmad Janati, a tout simplement appelé les services secrets à punir les *« corrompus sur terre »*, une accusation passible de la peine de mort. Peine de mort qui semble déjà appliquée puisque Ali Moussavi membre de la famille de Mir Hossein Moussavi, principal opposant au régime en place a été assassiné par les milices bassidji.

Pour connaître la véritable nature de l'opposition, il suffit d'écouter son chef de file : *« Je crois qu'il est nécessaire de souligner que nous avons au sein du mouvement vert, une identité islamique et nationale et sommes opposés à toute domination étrangère. »* (*Jeune Afrique* du 2 janvier). En quelques mots, tout est dit ! Face au camp corrompu et sanguinaire Ahmadinedjad, nous trouvons des gens qui leur ressemblent comme deux gouttes d'eau ! Eux aussi sont clairement pour une république islamiste et pour la poursuite de la fabrication de l'arme atomique irakienne. Tous ces gens se ressemblent car ils défendent tous leurs propres intérêts nationalistes et personnels ! C'est pour cela et seulement pour cela *« qu'une bonne partie du clergé condamne la répression. Même si les mollahs se sont effacés devant les gardiens de la révolution, le régime ne peut sans danger les ignorer. Un régime théocratique peut-il se passer de la légitimité religieuse ? Moussavi qui l'a compris se rend souvent dans la ville sainte de Qom. Une occasion de s'afficher aux côtés du représentant du plus célèbre ayatollah d'Irak, Ali Sistani, très populaire en Iran. »* (*Contre info*, juin 2009).

La classe ouvrière en Iran a tout à perdre en suivant un camp ou un autre

La bourgeoisie iranienne et son clergé se déchirent. Une guerre sans merci se développe entre eux pour le pouvoir. Les raisons en sont simples, la crise économique ravage le pays. La misère et la colère se répandent comme une traînée de poudre. L'instabilité et la corruption s'installent à tous les étages des classes dominantes iraniennes religieuses et civiles. Le gâteau à se partager se rétrécit à vue d'œil et la rue gronde ! Mir Hossein Moussavi tente de canaliser la colère de la classe ouvrière et de la population derrière ses propres intérêts personnels et de clique. Ahmadinejdad et la partie du clergé qui le soutient sont poussés pour leur part dans une fuite en avant faite de toujours plus de répression sanglante et de provocations verbales. Dans ce pays ravagé par la crise économique et la sénilité de sa bourgeoisie, la classe ouvrière ne peut que développer encore plus sa combativité et sa colère. Mais elle ne doit en aucun cas le faire en soutenant une clique bourgeoise plutôt qu'une autre, ou une fraction de religieux en lutte contre une autre. Sur ce chemin, seuls la défaite et le sang sont promis aux ouvriers.

Tino (27 janvier)

Hommage au camarade Robert du GPR

Le Groupe Révolution Prolétarienne (GPR) d'Autriche nous demande de publier la nécrologie de leur camarade Robert, décédé le 7 décembre dernier. Le CCI a appris avec la plus grande consternation le décès soudain de Robert. Nous voulons ici exprimer à ses proches, et en particulier à sa compagne, notre plus profonde solidarité. Avec le décès de Robert, le CCI perd également un ami proche de longue date. Grâce à son ouverture, sa volonté de clarification politique et sa grande patience, il a joué un rôle important dans l'apparition d'un pôle de camarades qui, à la fin des années 1980 dans la zone de langue allemande, se sont rapprochés des positions de la Gauche Communiste. Particulièrement en Suisse, où une section du CCI naquit ultérieurement de ce processus. Robert n'a pas emprunté la même voie. Cependant Robert, et les autres camarades du GPR, sont restés vis-à-vis du CCI de tout proches compagnons et amis politiques dans lesquels nous avons la plus pleine confiance. L'une des plus grandes qualités de Robert était sa conduite solidaire et son attitude conséquente contre tout esprit de concurrence entre les différentes organisations de la Gauche Communiste. Le CCI regrette Robert.

Notre camarade Ro a tragiquement quitté la vie dans la nuit du 6 au 7 décembre 2009. Il était l'un des membres fondateurs du groupe, qui s'appelait alors en 1983 Groupe des Communistes Internationalistes (Gruppe Internationalistische Kommunisten / GIK) et qui poursuivait la tradition politique et théorique du Groupe Autonome Politique Communiste (Autonome Gruppe Kommunistische Politik / AGKP) qui a pris fin par son autodissolution. Ses membres fondateurs convergeaient sur le fait que l'acquis politique et théorique de l'AGKP avait été de s'extraire du chaos de l'extrême gauche capitaliste du mouvement de 68 finissant et de s'être doté de positions politiques communistes de gauche. Le matériel théorique-politique de la Gauche Communiste apparaissait aux membres fondateurs comme la seule orientation politique possible pour qui veut se placer sur le terrain de classe politique du prolétariat, concourir à en faire progresser la cause et le développement de son autonomie politique et organisationnelle comme condition de ses futurs triomphes. Seul le courant de la gauche communiste a réussi à résister politiquement à l'horrible contre-révolution qui s'est exprimée par le contrôle politique presque complet sur la classe ouvrière par la social-démocratie, le stalinisme, le maoïsme et le courant principal du trotskisme, pour nous transmettre les enseignements politiques tirés de cette contre-révolution gigantesque. Ro et ses camarades de combat se sentaient investis de la responsabilité de veiller à défendre face à la classe ouvrière en Autriche la théorie révolutionnaire défendue en première place contre la contre-révolution stalinienne par les Communistes de Gauche et à offrir, à la mesure de leurs moyens, aux travailleuses et aux travailleurs la possibilité de renouer avec leur tradition révolutionnaire.

Comme nous provenions tous du cercle de sympathisants de l'AGKP, il nous incombait la tâche de nous approprier de façon critique et sur la base d'un examen approfondi l'ensemble du matériel théorique de l'AGKP et, pour autant qu'il nous ait semblé insuffisant, de le développer par l'étude des leçons tirées par la Gauche Communiste, afin de mettre le groupe sur des bases politiques aussi solides que possible. Comme dans les années quatre-vingts des attaques massives contre la classe ouvrière eurent lieu avec la restructuration de l'industrie (mot d'ordre VÖST), le groupe s'est trouvé confronté à la tâche de soutenir par une intervention politique au moyen de tracts, etc. les luttes des travailleuses et des travailleurs bourgeonnant çà et là. Le difficile travail théorique, les discussions avec le milieu révolutionnaire, les positions politiques graduellement mûries pour leur formulation dans une plate-forme propulsèrent le camarade Ro au premier rang. Le GIK, qui suite à un changement de nom ultérieur s'appelle aujourd'hui Groupe Prolétarien Révolution, est redevable à la méticulosité de Ro pour s'interroger, s'informer, analyser et à sa recherche rigoureuse de la clarté, du fait qu'il possède une plate-forme cohérente (que nous nommons lignes directrices) reposant clairement sur les acquis du marxisme et des expériences historiques de la lutte des classes et de son analyse. Ro laisse derrière lui dans un état de solidité théorique le GPR qu'il a marqué de façon prépondérante par son infatigable engagement et dont il a élaboré de manière décisive les outils politiques. La perte que représente la mort de Ro est immense. Le groupe perd l'un de ses camarades les plus passionnés, qui, par son jugement politique éprouvé, sa perspicacité politique, son expérience politique, ses analyses et l'examen infatigables des événements politiques ont enrichi le groupe et son travail politique. Nous espérions tous son retour une fois surmontée la maladie et nous nous réjouissions du recouvrement de sa présence intellectuelle. Nous regrettons la perte du camarade Ro lourde de conséquences pour notre pratique politique.

Nous sollicitons les groupes du milieu révolutionnaire de la classe ouvrière pour partager avec nous le deuil du départ du camarade Ro et pour nous soutenir solidairement dans la poursuite de notre travail politique en vue de l'émancipation, sans doute encore lointaine, de la classe ouvrière de l'exploitation économique et du joug politique de la bourgeoisie. Nous les en remercions.

GPR

Le suicide et la souffrance au travail

(suite de la page 8)

dérive alors vers le chacun pour soi, la concurrence va jusqu'aux conduites déloyales entre collègues, la méfiance s'installe entre les agents."

"Le résultat final de l'évaluation et des dispositifs connexes est principalement la déstructuration en profondeur de la confiance, du vivre-ensemble et de la solidarité. Et, au-delà, c'est l'abrasion des ressources défensives contre les effets pathogènes de la souffrance et des contraintes de travail." (Aliénation et clinique du travail)

Il souligne aussi qu'un des facteurs de réussite de ces nouvelles méthodes d'asservissement réside dans leur acceptation passive par la majorité des travailleurs, notamment du climat de peur qui s'accroit parmi eux, surtout la peur de perdre leur emploi face à la montée du chômage.

Il considère que la mise en place de ces nouvelles méthodes correspond au triomphe de l'idéologie libérale au cours des 20 dernières années.

Il s'intéresse aussi à ce qu'il appelle la "souffrance éthique" : le fait que les travailleurs, pris dans un étau de charges de travail toujours plus insupportables et de la nécessité d'afficher la réalisation des objectifs intenables qui leur ont été fixés, sont conduits à tricher et à faire du "sale boulot", voire accomplir un travail qu'ils réprouvent moralement, comme dans le télémarketing, par exemple. Une souffrance éthique qui affecte aussi beaucoup de cadres qui sont chargés de mettre en place ces nouvelles méthodes et à qui on demande de se transformer en tortionnaires.

Enfin, il constate que la question de l'augmentation de la souffrance au travail a été laissée de côté dans les revendications mises en avant par les syndicats.

Notre propre analyse

Quel lien peut-il y avoir entre ces analyses des spécialistes (notamment celles de Christophe Dejours) et la vision de notre propre organisation ?

En fait, le CCI peut se reconnaître tout-à-fait dans ces analyses, même si, évidemment, le point de départ n'est pas identique. Christophe Dejours est d'abord un médecin qui a pour vocation de soigner des personnes malades, ici des personnes qui sont malades de leur travail. Mais sa rigueur intellectuelle l'a obligé d'aller aux racines des pathologies qu'il se proposait de soigner. Pour sa part, le CCI est une organisation révolutionnaire qui combat le capitalisme dans la perspective de son renversement par la classe des travailleurs salariés.

Mais si on reprend chacun des points qui ont été présentés, on peut constater qu'ils s'intègrent très bien dans notre propre vision.

La "centralité du travail" :

C'est une des bases de l'analyse marxiste de la société :

- le rôle du travail, c'est-à-dire de la transformation de la nature, dans le surgissement de l'espèce humaine a été mis en avant par Engels, notamment, dans son ouvrage "Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme" ;
- les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des liens que les hommes nouent entre eux dans la production sociale de leur existence, constituent, pour le marxisme, l'infrastructure de la société ; les autres sphères de celle-ci, rapports juridiques, modes de pensée, etc. dépendent, en dernière instance, de ces rapports de production ;
- Marx considère que dans la société communiste, lorsque le travail se sera émancipé des contraintes de la société capitaliste qui le transforment bien souvent en une véritable calamité, il deviendra le premier besoin de l'homme.

La reconnaissance par les autres :

C'est une des bases essentielles de la solidarité et du travail associé.

La solidarité est un des fondements de la société humaine, une caractéristique qui prend avec la lutte du prolétariat sa forme la plus complète, l'internationalisme : la solidarité ne se manifeste plus à l'égard des membres de la famille, de la tribu ou de la nation, mais à l'égard de toute l'espèce humaine.

Le travail associé suppose qu'on puisse compter les uns sur les autres dans le processus productif, qu'on se reconnaisse mutuellement. Il existe depuis le début de l'humanité, mais il a pris dans la société capitaliste sa plus grande extension. C'est justement cette socialisation du travail qui rend le communisme nécessaire et possible.

La surcharge de travail :

Le CCI, avec l'ensemble de la vision marxiste, a toujours considéré que les progrès de la technique ne permettaient nullement, par eux-mêmes, une diminution de la charge de travail dans le système capitaliste. La tendance "naturelle" de ce système, c'est d'extirper toujours plus de plus-value du travail des salariés. Et même lorsqu'il y a réduction de la durée de travail (comme ce fut le cas en France avec les 35 heures) il y a intensification des cadences, suppression des temps de pause, etc. C'est une réalité qui prend évidemment des formes bien plus violentes encore avec l'aggravation de la crise du capitalisme qui exacerbe la concurrence entre les entreprises capitalistes et entre les États.

La perte de la solidarité qui rend les travailleurs beaucoup plus vulnérables face au harcèlement :

C'est un phénomène que le CCI a analysé au cours des deux dernières décennies sous deux angles :

- le recul de la conscience et de la combativité au sein de la classe ouvrière résultant de l'effondrement des régimes soi-disant "socialistes" en 1989 et des campagnes sur la prétendue "victoire définitive" du "capitalisme libéral", sur la "fin de la lutte de classe" ;
- les effets délétères de la décomposition du capitalisme qui engendrent notamment le "chacun pour soi", "l'atomisation", la "débrouille individuelle", la "destruction des rapports qui fondent toute vie en société" ("La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme", *Revue Internationale* n° 62, 2e trimestre 1990)

Ce sont ces deux facteurs qui expliquent en grande partie le fait que le capitalisme ait pu introduire depuis une vingtaine d'années des nouvelles méthodes de servitude sans provoquer de réponse de la part de la classe ouvrière, de luttes de résistance face à cette aggravation considérable de ses conditions de travail.

Celui qui se suicide à cause de son travail fait partie, en général, de ceux qui tentent de résister à cette montée de la barbarie sur le lieu de travail. Contrairement à beaucoup de ses collègues, il ne se résigne pas à subir la surcharge de travail, le harcèlement, le mépris qui s'applique aux efforts qu'il mobilise pour "faire un bon travail". Mais comme il n'existe pas encore de résistance collective, pas suffisamment de solidarité entre les travailleurs, sa résistance et sa révolte contre l'injustice qu'il subit ou qu'il constate autour de lui restent individuelles et isolées. L'une et l'autre sont condamnées à l'échec. Et la conséquence ultime de cet échec, c'est le suicide qui n'est pas seulement un acte de désespoir mais aussi un dernier cri de révolte contre ce système qui l'a écrasé. Le fait que cette révolte prenne la forme d'une autodestruction n'est, en fin de compte, qu'une autre manifestation du nihilisme qui envahit l'ensemble de la société capitaliste, elle-même entraînée dans son autodestruction.

Lorsque le prolétariat reprendra le chemin des luttes massives, lorsque la solidarité de classe reviendra dans ses rangs, alors, il n'y aura plus de suicides au travail.

Fabienne et Mg

Hommage au camarade José

Nous avons appris récemment et tardivement le décès de José Ferran, militant anarchiste, réfugié politique espagnol suite à la Guerre d'Espagne de 1936-1939. Nous tenons à rendre hommage à ce combattant de la classe ouvrière, car, bien qu'ayant de profondes divergences avec certaines de nos positions politiques, il avait cependant gardé le contact avec le CCI pendant 30 ans en participant à nos réunions publiques et en discutant avec nous au marché de Wazemmes, à Lille[1]. C'est d'ailleurs là que nous l'avons vu en public la dernière fois ; à 95 ans il était venu acheter le journal Révolution Internationale, ce qu'il faisait presque tous les mois, en profitant pour discuter de longs moments avec nous, en revenant sans cesse sur nos positions qui le fâchaient le plus – la question de l'État, notamment. Les militants du CCI qui l'ont connu garderont le souvenir de ces intenses joutes verbales et de discussions animées mais toujours fraternelles, avec un camarade profondément sincère et attaché à sa classe.

1) Par la suite José a dû entrer dans une maison de retraite, où quand nous lui rendions visite, il se plaignait beaucoup du manque de discussions et de préoccupations politiques des résidants !



LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org
E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte
Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack ***Révolution internationale*** (3 numéros)
+ ***Revue internationale*** (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple
Révolution internationale

1 an (11 numéros)	6 mois (6 nos)
FRANCE : 18,5 €	9 €
ETRANGER : 20,5 €	10 €
PAR AVION DOM/TOM : 21,5 €	11 €

Abonnement simple
Revue internationale

1 an (4 numéros)	6 mois (2 nos)
FRANCE : 18,5 €	9 €
ETRANGER : 17 €	8,5 €
PAR AVION DOM/TOM : 18,5 €	9 €

Abonnement couplé : journal + revue

1 an	6 mois
FRANCE : 35 €	16 €
ETRANGER : 38 €	17 €
PAR AVION DOM/TOM : 38 €	17 €

Abonnement diffuseur
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale
abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale
abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI – CCP 523544Y - Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore, en utilisant la nouvelle fonctionnalité de notre site internet qui permet de placer vos commentaires à la suite des articles que nous y publions.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

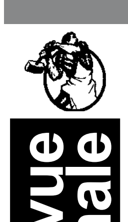
SOUSCRIPTIONS

Lille : réunion publique du 19 décembre 2009 : M. Flo : 14,40
Lyon : réunion publique du 12 septembre 2009 : Sho : 2 ; Thierry : 30 ; J : 5 ; Cath : 5 ; Bob : 2 ; Nada : 40.
Réunion publique du 14 novembre : André : 20 ; Axel : 20 ; Nouv : 2 ; Thierry : 17,85 ; Dom : 17,85 ; Jacques : 30 ; Nadja : 40.
Permanence du 5 décembre 2009 : Jacques : 35 ; Axel : 20 .
Réunion publique du 16 janvier : Thierry : 46,86.
Nantes : réunion publique du 16 janvier : Romain et Leïla : 50 ; Geneviève : 20.
Paris : réunion publique de janvier : Go : 14,40 ; May : 20 ; Mg : 3 ; Galar : 10 ; Niobé : 20 ; El : 5 ; D : 50 X : 14,40.
TOTAL : 559,76

CHANGEMENTS D'ADRESSE POSTALE

Du fait des conditions politiques actuelles au Venezuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP du CCI en Espagne ou par e-mail à *venezuela@internationalism.org*.

VIENT DE PARAÎTRE



Revue Internationale 140

Sommet de Copenhague
Sauver la planète ? No, they can't !
(Non, ils ne peuvent pas)

L'immigration et le mouvement ouvrier

Automne chaud 1969 en Italie (1e partie)
Un moment de la reprise historique de la lutte de classe

Qu'est-ce que les conseils ouvriers (1e partie)
Pourquoi les conseils ouvriers surgissent-ils en 1905

La science et le mouvement marxiste
Le legs de Freud

La** Revue internationale **est également distribuée par les NMPP, trouvez les points de vente sur www.trouvezlapresse.com.

RÉUNIONS PUBLIQUES

SUICIDES AU TRAVAIL
Une seule réponse : la solidarité de la classe ouvrière

Ces derniers mois, un "fait divers" a été très largement relayé par tous les médias : la vague de suicides au travail, qui a touché notamment des salariés de France Telecom. La souffrance sur les lieux de production qui pousse certains travailleurs à ces actes individuels de désespoir n'est pas un phénomène nouveau. Il est apparu à la fin des années 1980, au moment même où la bourgeoisie déchaînait sa campagne sur la "faillite du communisme" et la "fin de la lutte de classe". Comment comprendre cette nouvelle manifestation de la décomposition du capitalisme ? Face à la dégradation des conditions d'exploitation et au poison du "chacun pour soi", comment réagir ? Nous invitons tous nos lecteurs à venir débattre de ces questions à nos prochaines réunions publiques.

TOULOUSE
le **samedi 6 février** à 15 h,
restaurant On'Nador,
5, rue de l'Université-du-Mirail,
métro Mirail-Université

TOURS
le **samedi 27 février** à 16 h,
9 place de la Tranchée.
métro Rue-des-Boulets (11e)

PERMANENCES • VENTE DE LA PRESSE

LILLE
VENTE DE LA PRESSE
le **14 février** de 11 h à 12 h
au marché de Wazemmes,
angle rue J.-Guesde
et rue des Sarrazins.

LYON
PERMANENCE
le **27 février** à 17 h,
CCO,
39, rue G.-Courteline,
Villeurbanne,
bus 27, 37, 38
arrêts Antonins.

VENTE DE LA PRESSE
le **11 février** de 17 h à 18 h,
gare de la Part-Dieu
(côté métro).

MARSEILLE
VENTE DE LA PRESSE
le **27 février**
de 11 h 30 à 12 h 30, marché de la Plaine,
place Jean-Jaurès
face aux rues Ray et Saint-Michel.

PERMANENCE
le **27 février** à 17 h,
association Mille Bâbord, 61 rue Consolat (métro Réformé).

TOULOUSE
PERMANENCE
le **19 février** à 18 h 30,
restaurant On'Nador,
5, rue de l'Univ./Mirail,
métro Mirail-Université.

VENTE DE LA PRESSE
le **14 février** de 11 h à 12 h au marché aux Puces.
(St-Sernin)

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale
Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción proletaria
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 – ESPAGNE

Internationalisme
BP 94, 2600 Berchem
BELGIQUE

Internationalism
320 7th Ave. #211
Brooklyn, NY 11215 – USA

Internacionalismo
Changement d'adresse postale ; voir ci-contre.

Internationell Revolution
IR, Box 21106,
10031 Stockholm – SUEDE

Rivoluzione internazionale
CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

Wereld Revolutie
P.O. Box 339
2800 AH Gouda – PAYS BAS

World Revolution
BM Box 869,
London WCI N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution
AUSTRALIE
Ecrire à l'adresse postale en Grande-Bretagne

Weltrevolution
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

Weltrevolution
Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Revolución mundial
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE.

Communist Internationalist
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en Euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I. (2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)
La décadence du capitalisme (2,5 + 2,11 / 4)
Les syndicats contre la classe ouvrière (2,5 + 2,11 / 4)
Nation ou classe (3 + 2,11 / 4)
Le trotskisme contre la classe ouvrière (4,5 + 2,11 / 4)
Organisation communiste et conscience de classe (4 + 2,11 / 4)
Guerre du Golfe (2,5 + 2,11 / 4)
L'Etat dans la période de transition (3 + 2,11 / 4)
La Gauche communiste d'Italie (8 + 3,77 / 6)
La Gauche hollandaise (12 + 3,77 / 6)
La Gauche communiste de France (4 + 2,11 / 4)
L'effondrement du stalinisme (3 + 2,11 / 4)
La Révolution russe (2,5 + 2,11 / 4)
Bilan de la lutte des infirmières - Octobre 1988 (2 + 2,11 / 4)
Luttes dans la fonction publique de décembre 95 Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (2 + 2,11 / 4)
Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (4,5 + 2,11 / 4)
Comment le PCF est passé au service du capital (3 + 2,11 / 4)
La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (3 + 2,11 / 4)
Octobre 17 (3 + 2,11 / 4)
Le communisme n'est pas un bel idéal... (3 + 2,11 / 4)
Les élections : un piège pour la classe ouvrière (2 + 2,11 /4)

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P. • Imprimerie "Expressions2" - 10 bis, rue Bisson 75020 • Directeur de la publication : D. Van Celst. • No de Commission paritaire : 54267

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Le suicide et la souffrance au travail

Ces derniers mois, les médias ont rapporté abondamment les suicides d'employés de France Telecom (33 en 18 mois, presque 2 par mois). Ce n'est pas la première fois que les journaux titrent sur des cas de suicide au travail ou à cause du travail. On peut se souvenir de ce qui s'est passé il y a 2 ans à Peugeot et à Renault.

Il appartient aux révolutionnaires de se pencher, pour leur part aussi, sur la question de la souffrance et du suicide au travail.

En premier lieu, parce que tout ce qui concerne les conditions de vie de la classe exploitée fait partie de leur préoccupations permanentes.

Mais aussi, et surtout, parce que l'émergence et le développement de ce phénomène est un symptôme très parlant de l'état dans lequel se trouve aujourd'hui le système capitaliste, un état qui appelle, avec une force et une urgence sans précédent, la nécessité de renverser ce système et de le remplacer par une société capable de satisfaire les besoins humains.

Émergence du phénomène en France

Le suicide sur le lieu de travail n'est pas un phénomène entièrement nouveau car il a été constaté depuis longtemps parmi les agriculteurs. A cela, il existait une cause fondamentale : dans cette profession, l'espace de la vie privée et l'espace professionnel sont en général confondus. La maison du paysan et la ferme qu'il exploite se trouvent, la plupart du temps, au même endroit.

Ce qui est nouveau et constaté depuis le début des années 1990, c'est l'apparition et l'augmentation des suicides sur le lieu de travail dans d'autres secteurs professionnels, l'industrie et surtout le tertiaire. Lorsqu'une personne se suicide chez elle ou en dehors de son travail, il n'est pas facile de prouver que la cause principale de son geste réside dans une souffrance liée au travail. C'est là-dessus que jouent les patrons pour essayer de se dédouaner lorsque la famille essaie de faire reconnaître le geste de la victime comme accident du travail. En revanche, lorsque le suicide a lieu sur le lieu de travail lui-même, l'esquive de la part du patron est plus difficile. Il faut donc interpréter le suicide sur le lieu de travail comme un message très clair que veut faire passer son auteur : "ce n'est pas à cause d'une rupture sentimentale, d'un divorce ou de ma 'nature dépressive' que je meurs, c'est le patron ou le système qu'il incarne, qui est responsable de ma mort."

L'augmentation du nombre des suicides au travail, ou à cause du travail, traduit donc le développement d'un phénomène beaucoup plus massif dont ils ne sont que la pointe de l'iceberg : l'augmentation de la souffrance au travail.

La souffrance au travail n'est évidemment pas un phénomène nouveau : les maladies professionnelles existent depuis longtemps, en fait depuis la révolution industrielle qui a transformé le travail humain en un véritable enfer pour la plupart des salariés. Dès le début du 19e siècle, les auteurs socialistes avaient dénoncé les conditions de travail auxquelles le capital soumettait les êtres humains qu'il exploitait. Celadit, depuis cette époque et jusqu'à la fin du vingtième siècle, le suicide ne faisait pas partie des réponses apportées par les exploités à la souffrance qu'ils subissaient.

En fait, le suicide résulte d'une souffrance psychique bien plus que physique. Mais la souffrance psychique n'est pas nouvelle non plus : le harcèlement et les humiliations de la part des petits chefs existent depuis longtemps aussi. Mais, dans le passé, cette souffrance subie par les exploités ne débouchait pas sur le suicide, sinon de façon exceptionnelle.

Comment le phénomène est-il analysé par les spécialistes ?

Le suicide a été étudié depuis longtemps, notamment par le sociologue Durkheim à la fin du 19e siècle. Déjà, Durkheim, avait identifié les racines sociales et non simplement individuelles du suicide : *"Si l'individu cède au moindre choc des circonstances, c'est que l'état où se trouve la société en a fait une proie toute prête pour le suicide."*

De même, l'étude de la souffrance au travail, y compris sous ses aspects psychiques, remonte à assez loin. Cela-dit, les études sur le suicide comme conséquence de la souffrance au travail sont beaucoup plus récentes du fait de l'apparition récente de ce phénomène. Plusieurs hypothèses ont été avancées, un certain nombre de constats ont été faits, pour expliquer l'émergence de ce phénomène. On peut, en particulier, évoquer les réflexions de Christophe Dejours, qui est un psychiatre, ancien médecin du travail, aujourd'hui également universitaire et auteur de plusieurs livres célèbres sur la question (comme "Souffrance en France : la banalisation de l'injustice sociale" ou "Travail, usure mentale").

Quelques hypothèses,...

1) La "centralité du travail" : le travail (entendu non pas seulement comme moyen de gagner sa vie mais comme activité productive et créatrice bénéficiant à autrui) joue un rôle central dans la santé mentale de chaque individu. De ce fait, une souffrance dans cette sphère de la vie a des conséquences finalement plus dramatiques qu'une souffrance issue de la sphère privée ou familiale. Concrètement, si quelqu'un souffre dans sa vie familiale, cela se répercute moins dans sa vie au travail que le contraire.

2) La reconnaissance du travail et de sa qualité de la part d'autrui : dans une société hiérarchisée comme la nôtre, cette reconnaissance se manifeste évidemment dans la considération que l'on reçoit de la part de ses chefs et dans le salaire qu'on reçoit du patron (on parle, dans ce cas-là, de la "reconnaissance verticale"). Mais il existe une autre forme de reconnaissance finalement plus importante pour le travailleur au quotidien : c'est la reconnaissance de son travail par ses collègues (appelée "reconnaissance horizontale"), c'est le signe qu'il s'intègre dans la communauté des "gens du métier" avec qui il partage son expérience et son savoir-faire ainsi que le goût du travail bien fait. Même s'il est mal considéré par ses chefs ou son patron parce qu'il se refuse de se plier à leurs exigences, il pourra néanmoins maintenir son équilibre si ses camarades de travail n'entrent pas dans le jeu de la hiérarchie et lui maintiennent leur confiance. Par contre, tout bascule s'il perd aussi la confiance de ces derniers.

... quelques constats...

1) La croissance de la surcharge de travail : c'est quelque chose qui semble paradoxal car, avec le développement des nouvelles technologies qui permettent l'automatisation de toute une série de tâches, certains avaient annoncé "la fin du travail" ou au moins la possibilité de diminuer de façon significative la charge de travail. C'est le contraire qui est vrai depuis deux décennies. La charge de travail ne cesse d'augmenter à tel point que, dans un pays comme le Japon, on a inventé un mot nouveau, le Karôshi, qui désigne une mort subite (par crise cardiaque ou accident vasculaire cérébral) de sujets qui n'avaient aucune pathologie particulière mais qui se sont "tués au travail" au sens propre. C'est un phénomène qui ne touche pas que le Japon, même s'il a pris dans ce pays son extension la plus grande. Il est observé également aux Etats-Unis et en Europe occidentale.

Une autre manifestation de cette surcharge de travail et qui a nécessité la création d'un mot nouveau, c'est le "burn out" qui est une forme particulière de dépression liée à l'épuisement. C'est un terme parlant : le travailleur se retrouve à l'état de cendres pour avoir trop brûlé son énergie.

2) Le développement de pathologies résultant du harcèlement

Ces pathologies sont aujourd'hui bien étudiées : syndromes dépressifs, troubles de la mémoire, désorientation dans l'espace et dans le temps, sentiment de persécution, troubles psychosomatiques (touchant notamment les sphères utérine, mammaire, thyroïdienne).

Christophe Dejours analyse ainsi ce phénomène :

"Le harcèlement au travail n'est pas nouveau. Il est vieux comme le travail. Ce qui est nouveau, ce sont les pathologies. C'est nouveau parce qu'il y en a beaucoup maintenant, alors qu'il y en avait beaucoup moins autrefois. Entre le harcèlement, d'un côté, et les pathologies, de l'autre, il faut bien invoquer une fragilisation des gens vis-à-vis des manœuvres de harcèlement. Cette fragilisation peut être analysée. Les résultats sont assez précis. Elle est liée à la déstructuration de ce que l'on appelle les ressources défensives, en particulier les défenses collectives et la solidarité. C'est l'élément déterminant de l'augmentation des pathologies. En d'autres termes, les pathologies du harcèlement sont, avant tout, des pathologies de la solitude." (Christophe Dejours, Aliénation et clinique du travail, Actuel Marx, n° 39)

"Il y a trente ou quarante ans, le harcèlement, les injustices existaient, mais il n'y avait pas de suicides au travail. Leur apparition est liée à la déstructuration des solidarités entre les salariés." (Christophe Dejours, Entretien publié par *Le Monde* du 14.08.09)

On touche ici à un élément très important de la souffrance psychique liée au travail et qui permet en grande partie d'expliquer l'augmentation des suicides : l'isolement du travailleur.

... et quelques interprétations

Comment les spécialistes comprennent-ils ce phénomène d'isolement des travailleurs ?

Pour expliquer ce phénomène, Christophe Dejours accorde une importance toute particulière à la mise en place, aux cours des deux dernières décennies, de l'évaluation individualisée des performances :

"L'évaluation individualisée, lorsqu'elle est couplée à des contrats d'objectifs ou à une gestion par objectifs, lorsqu'elle est rassemblée en centre de résultats ou encore en centre de profits, conduit à la mise en concurrence généralisée entre agents, voire entre services dans une même entreprise, entre filiales, entre succursales, entre ateliers, etc.

Cette concurrence, lorsqu'elle est associée à la menace de licenciement conduit à une transformation en profondeur des rapports du travail. Elle peut déjà dégrader les relations de travail lorsqu'elle est associée à des systèmes plus ou moins pervers de primes. Mais lorsque l'évaluation n'est pas couplée à des gratifications, mais à des sanctions ou des menaces de licenciement, ses effets délétères deviennent patents. L'individualisation

(suite page 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communiste" (les ex-" communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.